

# Migrants de Calais : des Syriens accusent des CRS d'usage abusif de grenades lacrymogènes

La tension dans et autour du bidonville est de plus en plus vive. Policiers et pompiers subissent quotidiennement des caillassages, des migrants disent aussi être agressés par les forces de l'ordre. L'un d'entre eux aurait sérieusement été blessé à la mâchoire par le tir tendu d'une grenade lacrymogène.

**LA VOIX DU NORD**  
PAR BRUNO MALLET, le 10/12/2015 .fr

Ali, un Syrien de 19 ans, nous tend son smartphone et montre une photo : on y voit un jeune homme alité, la face marquée de contusions, le visage cerclé d'un pansement de contention. Nous sommes dans un « café » du bidonville, les hommes boivent du thé, jouent aux cartes. Ali range son téléphone et s'adresse à nous dans un anglais impeccable : « C'est mon ami sur la photo. C'était la semaine dernière, en pleine nuit. Nous étions un groupe d'une vingtaine à revenir du port, pour rentrer au camp et nous coucher. Le long des clôtures, nous avons fait face à quatre policiers, qui ne voulaient pas nous laisser passer. Nous, on voulait juste rentrer dans le camp, pas nous battre. L'un des policiers a tiré une grenade lacrymogène. D'habitude, ils tirent en l'air mais là, c'était un tir tendu. Il était à peu près à 35 yards de nous (ndlr : environ 30 mètres). Mon ami a reçu le projectile dans le visage. Il était ensanglanté »



« La mission des CRS n'est pas de maltraiter les migrants »

Denis Hurth est délégué régional du syndicat UNSA-Police et suit de très près la situation calaisienne. Le témoignage que nous publions ci-dessus le laisse perplexe : « Sincèrement, je pense que si de tels faits s'étaient vraiment déroulés, j'aurais été au courant. Ce que décrit cet homme ne correspond pas à la procédure que doivent suivre strictement les CRS. Les tirs de grenade lacrymogène ne peuvent intervenir à moins de cent mètres. Je ne dis pas qu'il ment, peut-être a-t-il mal évalué la distance. »



Ali raconte la panique, les difficultés, aussi, à soigner son ami : « Nous avons appelé une ambulance, mais nous n'avons eu personne. Alors, des bénévoles anglais ont proposé de nous conduire à l'hôpital. Même là, des policiers ont voulu nous empêcher de partir, notre conducteur a dû forcer le passage. »

Ali raconte encore les quatre heures d'attente aux urgences du centre hospitalier, et le transfert nécessaire à Lille : le jeune homme souffre d'une double fracture de la mâchoire. « Il a été opéré le lendemain durant six heures, indique Nina Senini, une bénévole lilloise qui l'a recueilli. Depuis, je le nourris à l'aide d'une seringue et d'une sonde. Je pense qu'il va porter plainte. »

Dans le café du bidonville, Ali termine son récit, il sanglote : « C'est de plus en plus tendu avec la police, dénonce-t-il. Je comprends que c'est difficile pour tout le monde, il y a 5 000 personnes ici, nous sommes 300 Syriens, nous avons de vrais passeports, nous sommes venus en paix, il ne faut pas nous traiter comme cela ! »



Denis Hurt conteste également la possibilité que les fonctionnaires aient pu laisser un blessé sans assistance, « C'est impossible. Vous savez, les CRS qui œuvrent à Calais sont aguerris, et les chefs de section, les chefs d'unité sont là en garde-fous. La situation est tendue, les hommes peuvent avoir peur, mais la hiérarchie est là pour canaliser cette peur. Leur mission n'est pas de maltraiter les migrants. Je ne dis pas que ces faits sont impossibles, je dis qu'ils sont très peu probables. »